*Débi-
teurs et
Créan-
ciers.*

Débiteurs et Créanciers.

*Voir "Concordats entre Débiteurs
et Créanciers."*

*Déclara-
tion de
Désastre.*

Déclaration de Désastre.

Son effet.

Voir "Désastre."

Voir "Actes," 3°.

*Décrets
et
Dégrève-
ments.*

Décrets et Dégrèvements.

Voir "Actes," 8°.

"Propriété Foncière," (Loi de 1879)

"Tenants—Teneurs."

1^o SUR MARI ET FEMME—décret et dégrèvement ordonnés sur les héritages du mari, et, après vuidance d'iceux, sur ceux de la femme.

Re *Bisson et ux.*, ex parte *Arthur et aus.* (1890)
—214 Ex. 145.

2^o SUR MARI ET FEMME—créanciers ayant renoncé dans le dégrèvement du mari, s'arrêtant sur la garantie de la femme, décret et dégrèvement ordonnés sur les héritages de cette dernière.

Re *Bisson et ux.*, ex parte *Voisin et au.* (1890)
—214 Ex. 186.

3^o SUR MARI ET FEMME—Vicomte chargé d'écrire—mari incarcéré en vertu d'un acte de prison vers les deux—rapport de l'Officier qu'il n'a pu mettre l'acte en exécution vers la femme, vu son état de santé.—*Décrets et Dégrèvements.*
Vicomte chargé d'écrire à la femme.

Re *Pirouet, femme De Gruchy*, ex parte *Le Boutillier et au.* (1891)—214 Ex. 507, 508.

4^o SUR MARI ET FEMME—femme non séparée et propriétaire conjointe à qui plus vivra plus tiendra—sur une demande de décréter ou dégréver les héritages du mari—d'autant que le mari ne possède aucun autre immeuble et que le Vicomte a été chargé d'écrire à la femme—prise en considération sursise jusqu'à l'expiration des deux mois.

Re *De Gruchy*, ex parte *Le Boutillier et au.* (1891)—214 Ex. 511.

5^o SUR MARI ET FEMME—offre de la femme de payer—femme non séparée et propriétaire conjointe à qui plus vivra plus tiendra—le mari ayant fait cession et le délai de deux mois étant expiré en ce qui regarde la femme (*Voir Sup.* 3^o et 4^o), sur la demande des créanciers de conduire décret et dégrèvements sur les deux, la femme offre de satisfaire leur réclamations—Femme reçue à son offre et jugé qu'il n'y a pas lieu de donner suite à la demande des créanciers.

Re *De Gruchy et ux.*, ex parte *Le Boutillier et au.* (1891)—215 Ex. 18.

6^o MARI ET FEMME—mari ayant fait cession (*Voir Sup.*), on demande de décréter ses héritages—le seul immeuble qu'il possédait étant une propriété qu'il prit conjointement avec sa femme à qui plus vivra plus tiendra, la Cour accorde la demande sans

Décrets
et
Dégrèvements.

se prononcer sur l'étendue des droits des parties au Contrat.

Re *De Gruchy*, ex parte *Le Feuvre et au.* (1892)
—215 Ex. 193.

7° ABSENCE — adresse inconnue — Vicomte chargé d'écrire—affichage d'actes ordonné.
Voir "Absence du Pays," 1°.

8° ABSENCE—héritiers à convenir absents du pays et leur adresse inconnue.
Voir "Absence du Pays," 2°.

9° TIERS DÉTENTEUR—demande de décréter ou dégréver—arrérages de rente—la personne qui devait les arrérages s'étant dépossédé de l'héritage grévé (propriété ancienne entre ses mains) depuis la date à laquelle les arrérages furent dûs—ordonné que le tiers détenteur soit convenu.

Re *De Gruchy*, ex parte *Marett et au.* (1891)
—214 Ex. 510, 511.

10° DEMANDE DE LIQUIDER, DÉGRÉVER OU DÉCRÉTER—débiteur ne possédant pas d'immeubles, demande rejetée.

Re *Masson*, ex parte *Crill* (1892)
—215 Ex. 378.

11° DÉCRETS — GARANTIE—garantie des héritages présents et futurs—interprétation—le décrété avait vendu à R. le 22 Février 1879, et, à ce moment, il ne lui restait aucune autre propriété—le 20 Décembre 1879, le décrété acheta un immeuble de P.—prétention de R. que la procédure du décret doit être considérée comme close à la date du 20 Décembre 1879, d'autant, qu'au moment de transiger avec P., le décrété ne possédait aucun autre héritage, et que la rente qui donna lieu au décret était due sur la propriété achetée de P.—

écartée, et jugé que R. (dûment averti en vertu de l'Article 20 de la Loi sur les Décrets) doit parler dans le Décret, le contrat de P. étant renoncé faute d'insertion.

Décrets
et
Dégrévements.

Le Feuvre v. Le Rossignol, Phillips intervenant
(1890)—214 Ex. 278.

12° DÉCRET—absence du débiteur—procédure annulée, acte de condamnation ayant été obtenu vers une personne absente au delà d'an et jour, et non représentée par un fondé de pouvoirs.

De Veulle v. Le Feuvre (1891)—11 C. R. 18.

13° DÉCRET—Contrat de vente—Contrat sujet à insertion—Contrat de transport d'héritage pour une somme payable en espèces doit être considéré comme un contrat de bail et vente, d'autant qu'il contient une clause de garantie mutuelle entre les parties, et est sujet à insertion.

Re *Kipling, Falla et au. v. Le Gros, Messervy*
opposant (1892)—215 Ex. 455.

14° DÉCRET—SUBROGATION—Subrogation faite devant le Greffier ratifiée devant la Cour. lors de la confirmation de teneur.

Re *Kipling, Falla et au. v. Le Gros* (1892)
—215 Ex. 455.

15° DÉCRET—FRAIS—Honoraires du Greffier.
Voir "Frais," 6°.

16° DÉGRÈVEMENT—Article 92 de la Loi sur la Propriété Foncière—personnes qui doivent être assignées à paraître devant le Greffier en vertu du dit Article—Liste nominative—tiers détenteurs—interprétation des mots "dans le dit intervalle de temps"—rentes consenties sur la propriété en dégrèvement

*Décrets
et
Dégrèvements.*

au moment de l'achat, doivent être considérées comme ayant été consenties par le cessionnaire depuis qu'il a fait l'acquisition de l'héritage en question, et les tiers détenteurs de ces rentes doivent être assignés à paraître.

Re *Norman*, ex parte *Voisin et au.* (1890)
—10 C. R. 436.

17^o DÉGRÈVEMENT—Article 92 de la Loi sur la Propriété Foncière—une partie à un accord avec le cessionnaire, qui n'est pas susceptible de porter hypothèque, quoique entériné et remis à l'enregistreur, ne doit pas être assignée à paraître.

Re *Norman*, ex parte *Voisin et au.* (1890)
—10 C. R. 436.

18^o DÉGRÈVEMENT — Liste Nominative — Désastre—Articles 52 et 93 de la Loi sur la Propriété Foncière—personnes qui ont passé des contrats avec le cessionnaire dans les dix jours de la déclaration d'un désastre ne doivent pas figurer sur la liste Nominative.

Re *De Gruchy*—Représentation du Greffier
(1892)—215 Ex. 216.

19^o DÉGRÈVEMENT—Liste Nominative—Erreur—une erreur ayant été faite dans la liste nominative dressée par les attournés, et l'erreur s'étant reproduite dans le Code ment et le Record du Greffier—règlement renvoyé devant le Greffier, et attournés condamnés aux frais.

Re *Le Mottée, Syvret et au.* v. *Le Quesne* (1891)
—215 Ex. 34, 35.

20^o DÉGRÈVEMENT—CORPS DE BIEN-FONDS—ce qui constitue un corps de bien-fonds—un becquet de terre, acquis par un contrat séparé, forme un corps de bien-fonds séparé,

- et doit être dégrèvé séparément, quoiqu'incorporé avec une autre parcelle de terrain. *Décrets*
 Re *Richardson*—Représentation du Greffier *et*
 (1890)—10 C. R. 451. *Dégrèvements.*
- 21° DÉGRÈVEMENT—DÉCRET ET DÉGRÈVEMENT—
 héritage sous le coup du décret et du dégrèvement en même temps—dégrèvement suspendu jusqu'à voidance du décret.
 Re *Butcher*, ex parte *Falla et aus.* (1892)
 —11 C. R. 63.
- 22° DÉGRÈVEMENT—PROCÉDURE DÉCLARÉE CLOSE
 —un dégrèvement sur une propriété entre les mains de B. avait été suspendu par le Corps de la Cour jusqu'à voidance d'un décret sur K. (*voir Sup.* 21°). Le Contrat d'acquisition de la propriété par B. ayant été renoncé dans le décret de K.—la procédure en ce qui regarde le dégrèvement déclarée close.
 Re *Butcher*, ex parte *Falla et aus.* (1892)
 —215 Ex. 462.
- 23° DÉGRÈVEMENT—SUBROGATION.
 Re *Le Feuvre*, *Crill et aus.* v. *Le Maistre et aus.*
 (1891)—214 Ex. 563, 564.
 Re *Le Bas*, *Alavoine* v. *Baudains* (1893)
 —216 Ex. 221.
- 24° DÉGRÈVEMENT—FRAIS—Chaque corps de bien-fonds est grévé spécifiquement et distinctement des frais du dégrèvement auquel il a été assujetti—une personne remposédée dans le cours d'un décret d'un héritage sur lequel un dégrèvement avait été conduit auparavant, est responsable des frais de cette procédure.
Le Sueur v. *La Compagnie du Chemin de Fer de l'Est*, *Ahier* à la cause (1893)
 —216 Ex. 52, et voir "Frais."

Dégrèvements.

Dégrèvements.

Voir " Décrets et Dégrèvements."

Délit.

Délit.

Déposition par Ecrit.

Déposition par Ecrit.

CAUSE CIVILE—Demande que la déposition d'un témoin qui avait déposé devant le Nombre Inférieur, soit prise par le Vicomte — rejetée, aucun fait n'étant allégué pour justifier cette démarche.

Nicolle v. Le Quesne, ex parte Nicolle (1892)
—215 Ex. 502.

Députés.

Députés.

Voir " Elections," 2°.

ASSERMENTATION—ABSENCE—Député élu, absent par suite de maladie—ordonné qu'il lui sera assigné de se présenter—Rapport logé.

Re Gaudin (1892)—215 Ex. 514.

Député Gouverneur.

Député Gouverneur.

RÉSIGNATION DU DÉPUTÉ GOUVERNEUR—son officier supérieur étant de retour dans l'île.

Re Lieut.-Col. Robinson (1891)—214 Ex. 488.

Député Vicomte.

Député Vicomte.

1^o NOTIFICATION extra-judiciaire faite par le Député Vicomte. *Voir " Notification."*

2^o SES FONCTIONS. *Voir " Vicomte," 2°.*

3^o ASSERMENTÉ.

Ré De Gruchy (1890)—213 Ex. 523.

Désastre.*Désastre.*

1^o ACTES DE LA COUR—effet d'un désastre sur des actes de la Cour.

Voir " Actes," 3^o.

2^o CONTINUATION D'UN DÉSASTRE REMISE — le temps ne permettant pas de terminer, la passation des autres causes remise à un autre jour, sans qu'il ne puisse y avoir de préférence ou privilège entre les causes passées les deux jours.

Re *Richardson* (1890)—213 Ex. 550.

3^o PASSATION DES CAUSES remise sur la demande du créancier qui avait déclaré le désastre — le débiteur n'ayant pu moyenner accord avec ses créanciers, et le jour fixé pour la passation à l'origine, étant passé.

Re *De Veulle*, ex parte *Touzel* (1890)

—214 Ex. 262.

4^o COMPENSATION—en désastre, la compensation ne s'opère pas entre un créancier et celui dont les biens sont en désastre, sans vérification des créances.

Vicomte v. Le Brun (1889)—213 Ex. 339.

5^o COMPENSATION—opérée en désastre.

Re *Huelin*, *Vicomte v. Cooper* (1893)

—216 Ex. 178.

De Veulle et Cie., v. *Huelin* (1893)—216 Ex. 184.

Nicolle v. Huelin (1893)—216 Ex. 185 et sqq.

6^o DEMANDE RECONVENTIONNELLE — action en Règlement de Comptes—Vicomte, au nom des créanciers, présente une demande reconventionnelle—Greffier arbitre.

Le Brun v. Huelin (1893)—216 Ex. 187.

7^o CAUTION—Désastre sur une caution—on ne peut pas déclarer un désastre sur les biens de la caution avant que le principal obligé

Désastre. ne soit en état de faillite, ou que des mesures conservatoires n'aient été prises vers lui.

De Gruchy v. D'Allain (1890)—214 Ex. 108.

8° DÉCLARATION DE DÉSASTRE FAITE À TORT—
dommages-intérêts accordés à la personne
dont les biens furent déclarés en désastre
sans raison.

D'Allain v. De Gruchy (1890)—214 Ex. 196.

9° DEMANDE DE DÉCLARER DÉSASTRE REJETÉE—
la personne sur les biens de qui l'on de-
mande de déclarer le désastre, étant fon-
dée en héritage, et aucune preuve n'étant
fournie qu'elle soit en état de faillite.

Re *Le Feuvre*, ex parte *Le Feuvre* (1890)
—214 Ex. 309.

10° DEMANDE DE DÉCLARER DÉSASTRE REJETÉE—
aucune preuve n'étant fournie de l'exis-
tence de la prétendue créance.

Re *Le Feuvre*, ex parte *Le Feuvre, Gicquel* inter-
venant (1890)—214 Ex. 437.

11° SUR LA SUCCESSION D'UNE PERSONNE DÉCÉDÉE.

Re *Freeling*, ex parte *De Faye* (1892)
—215 Ex. 287.

12° SUR LA SUCCESSION D'UNE PERSONNE DÉCÉDÉE
—causes vers le principal héritier—lors de
la passation des causes, une demande en
intervention de la part d'un créancier qui
a obtenu un acte d'arrêt confirmé sur les
biens du défunt, et qui prétend qu'aucunes
causes ne peuvent être passées vers le dé-
fendeur (fils aîné, etc.), lequel est absent
de l'île, et n'y est point domicilié—rejetée.

De Faye v. Freeling, Le Rossignol intervenant
(1892)—215 Ex. 341.

13° DEMANDE DE DÉCLARER DÉSASTRE—CAUTION *Désastre.*
—A., présent en Cour, ayant déclaré rester
caution du montant trouvé dû—demande
rejetée.

Re *Le Gallais*, ex parte *Willcox* (1892)
—215 Ex. 451.

14° EFFETS CONFIÉS À LA GARDE DE LA PERSONNE
EN DÉSASTRE—REMISE—ordonné, lors de la
passation des causes, que des effets confiés
à la garde de la personne en désastre,
soient remis à leurs propriétaires.

Re *Warr*, ex parte *Gompertz et sus.* (1891)
—215 Ex. 67.

15° MEUBLES LAISSÉS DANS LA MAISON—REMISE
DEMANDÉE—demande que des meubles lais-
sés dans la maison occupée par la personne
dont la succession est en désastre, soient
rendus—rejetée.

Re *Freeling*, ex parte *Powell* (1892)
—215 Ex. 344.

16° OBJETS LOUÉS—RESTITUTION—Lors de la
passation des causes, le Vicomte autorisé
à livrer des meubles loués au débiteur à
leur propriétaire, sans préjudice aux pré-
férences accordées pour le loyer des pré-
misses sur lesquelles les dits meubles se
trouvent.

Re *Richer*, ex parte *Le Gallais* (1891)
—214 Ex. 413.

17° EFFETS DU DÉSASTRE SUR LES DROITS DE LA
PERSONNE QUI A ÉTÉ DÉCLARÉE EN DÉSASTRE
—ne s'étendent pas au-delà de la passation
des causes—Tenant après Décret—la per-
sonne dont les biens ont été déclarés en
désastre est seule en droit de recevoir les
rentes dans l'intervalle entre la passation

Désastre. des causes et la renonciation de son bien
—prétention d'un tenant après décret d'y
avoir droit—rejetée.

Le Brun v. Lemprière, Larbaletier à la cause—
Ogier intervenant—76 Exs. 455.

18^o PRÉFÉRENCE — LOYER — arrêts confirmés
avant la passation des causes—préférence
accordée lors de la passation des causes,
sur la demande des personnes qui avaient
fait confirmer les arrêts.

Re *Luce*, ex parte *Swan* (1889)—213 Ex. 342.

Re *De Gruchy*, ex parte *Simon* (1892)
—215 Ex. 362.

Re *De Gruchy*, ex parte *Le Boutillier* (1892)
—215 Ex. 362.

19^o PRÉFÉRENCE — DERNIÈRE MALADIE — préfé-
rence accordée pour frais de dernière ma-
ladie.

Moorman v. Freeling (1892)—215 Ex. 342.

20^o PRÉFÉRENCE — FRAIS FUNÉRAIRES — préfé-
rence accordée pour frais funéraires d'un
enfant sous-âgé.

Croad v. Collas (1889)—213 Ex. 322.

21^o PRÉFÉRENCE — SALAIRES — préférence ac-
cordée pour un mois de salaires.

Gegon v. Luce (1889)—213 Ex. 342.

Revolon v. Luce (1889)—213 Ex. 342.

Divers v. Pixley (1891)—214 Ex. 366.

22^o PRÉFÉRENCE — SALAIRES — préférence ac-
cordée pour deux mois de salaires, par-
tageant au marc la livre pour le surplus.

Ruff v. Griffin (1890)—214 Ex. 290.

Ruff v. Griffin (1890)—214 Ex. 290.

Hopkins v. Griffin (1890)—214 Ex. 290.

- 23° PRÉFÉRENCE — SALAIRES — préférence accordée pour deux semaines de salaires, partageant au marc la livre pour le surplus. *Désastre.*
Hall v. Griffin (1890)—214 Ex. 291.
- 24° PRÉFÉRENCE — SALAIRES — préférence accordée.
Bernard v. Marchant (1889)—213 Ex. 387.
Mohan v. Heather (1890)—214 Ex. 159.
Keeping v. Heather (1890)—214 Ex. 159.
- 25° PRÉFÉRENCE — SALAIRES — professeur — préférence accordée.
McDowall v. Heather (1890)—214 Ex. 159.
- 26° RÉSILIATION—de Bail en Désastre.
 Voir “*Baux*,” 3°, 4°.
- 27° PROCÉDURE—Vicomte partie en Désastre.
Groizard et aus. v. De Veulle et ux. 1890
 —214 Ex. 295, 296.
- 28° RELEVÉ—Désastre relevé.
 Re *Bouillier* (1893)—216 Ex. 120.
- 29° SUCCESSION RÉPUDIÉE après déclaration de désastre. Voir “*Répudiation*,” 7°.

Deshérence.

Déshé-

- 1° LES CRÉANCIERS d'un enfant illégitime, *rence.*
 décédé sans hoirs, demandent de conduire décret, etc., sur ses héritages, faisant convenir, au préalable, le Seigneur du Fief.
 Re *Grimshaw, ex parte Crill et au.* (1893)
 —216 Ex. 149.
- 2° Id. id. Le Seigneur ayant déclaré ne pas réclamer son droit de deshérence—un créancier admis à se porter tenant.
Crill et au. v. Le Cornu (1893)—216 Ex. 156.

*Dettes
Privilégées.*

Dettes Privilégées.

Voir “*Désastre*,” 18°—25°.
“*Frais de Dernière Maladie*.”
“*Frais Funéraires*.”
“*Impôts*,” 3°.
“*Loyer*,” 1°, 2°, 3°.
“*Préférence*.”
“*Salaires*,” 2°.

*Diffa-
mation.*

Diffamation.

Voir “*Ajonction*.”

1° PAROLES DIFFAMATOIRES—droit d'action.

Voir *Actions—Droit d'Action*, 8°.

2° DIFFAMATION—publiée dans les journaux—
femme mariée—prétention que la femme
mariée, propriétaire de l'imprimerie, ne
peut être rendue responsable de la publi-
cation, au criminel—écartée.

Malet ajoint v. *Reynolds et ux.* (1891)

—214 Ex. 354.

Dîmes.

Dimes.

ACTION EN PAIEMENT.

Voir “*Actions—Formes*,” 22°.

*Dissolu-
tion de
Sociétés.*

Dissolution de Sociétés.

Voir “*Sociétés*,” 1°, 2°, 3°.

“*Sociétés à Responsabilité Limitée*,” 2°.

Dixième.

Dixième.

DE L'AÎNÉ, en partage.

Voir “*Aînesse—Droits d'*” 1°.

Domestiques.**Domes-
tiques.**

1^o SALAIRES—salaires au lieu d'avertissement.
Voir "Avertissement," 2^o.

2^o SALAIRES—PRÉFÉRENCE—en Désastre.
Voir "Désastre," 21^o—24^o.

Domicile.**Domi-
cile.**

Voir "Centeniers," 2^o.
"Jurisdiction," 3^o, 9^o.
"Officiers du Connétable," 4^o.

Dommages-Intérêts.**Dom-
mages—
Intérêts.**

1^o ACTION—Accord frauduleux.
Voir "Fraude," 1^o.

2^o ACTION—Déclaration de Désastre faite à tort.
Voir "Désastre," 8^o.

3^o ACTION—Trêves jurées à tort.
Voir "Trêves," 2^o.

4^o ACTION—Vice dans l'objet vendu—Garantie.
Voir "Garantie," 3^o.

Donation.**Dona-
tion.**

DONATION D'HÉRITAGE, faite à un co-héritier pour l'avantager, sujette à rappel, mais pas nulle *ab initio*—quocere si ce principe s'applique à une donation de meubles—Droit d'action restreint aux co-héritiers, et ne peut être exercé par l'exécuteur testamentaire.

Ahier v. De Gruchy (1889)—213 Ex. 473.

Douaire.**Douaire.**

1^o ACCORD DE FRANC DOUAIRE passé en forme de Contrat—Cassation.

Voir “ *Contrats—Cassation,*” 3^o.

2^o ACTION EN DÉFALCATION—Procédure.

Voir “ *Procédure,*” 5^o, 6^o.

3^o RESCISSION—Action en rescission de franc douaire, comme étant excessif—Greffier Arbitre.

Gibaut v. Langlois (1892)—215 Ex. 423.

**Droit
d' Action.****Droit d' Action.**

Voir “ *Actions—Droit d' Action.*”

**Droits
d' Aî-
nesse.****Droits d' Aïnesse.**

Voir “ *Aïnesse—Droits d'*”

**Droits
Seigneu-
riaux.****Droits Seigneuriaux.**

Voir “ *Deshérence,*”
“ *Main-morte,*”
“ *Prévôt,*” 1^o.

**Droit de
Suite.****Droit de Suite.**

Voir “ *Loyer,*” 8^o, 9^o, 10^o.